L'Espace québécois, Sous la direction de Alain-G. Gagnon et
Alain Noël, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1995, 305 p.

Annick Germain

Numéro 29, printemps 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040026ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040026ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Germain, A. (1996). Compte rendu de [*L'Espace québécois*, Sous la direction de Alain-G. Gagnon et Alain Noël, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1995, 305 p.] *Politique et Sociétés*, (29), 195–197. <https://doi.org/10.7202/040026ar>

L'Espace québécois

Sous la direction de Alain-G. Gagnon et Alain Noël, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1995, 305 pages.

Qu'on ne s'y trompe pas, l'espace québécois dont il est question dans ce livre est avant tout celui des politicologues. Et à ce titre, il est à la fois séduisant et ...un brin irritant! C'est qu'au-delà de l'écriture élégante dont se parent certains chapitres, ce portrait du Québec contemporain procède d'une vision bien particulière dominée par l'agenda politique. Certes, quelques chapitres nous entraînent bien du côté des réalités spatiales et sociales, mais ils ne relèvent pas, de toute évidence, de la même partition musicale.

En fait, on croit comprendre que les douze contributions réunies dans ce volume émanent, de près ou de loin, de propos tenus à l'occasion d'un colloque organisé à Rimouski en 1993, et intitulé «Frontières et territoires». (titre que les auteurs auraient peut-être eu intérêt à conserver pour cet ouvrage collectif).

C'est bien en effet des fronts multiples sur lesquels se négocient les frontières et les territoires du et au Québec dont il est essentiellement question ici. L'espace géopolitique du Québec contemporain est en redéfinition, dans le sillage des changements qui surviennent tant dans le monde qu'à l'intérieur des frontières. De ce point de vue, l'idée de fond qui organise l'ouvrage est riche et convainc facilement le lecteur de l'extrême mouvance sur laquelle se construisent les destinées du Québec.

Ironiquement, ce livre sous presse avant le référendum, apparaîtra à l'occasion quelque peu naïf. Ainsi Gagnon et Noël écrivent-ils dans leur introduction, par ailleurs fort bien campée: «Quel qu'en soit le résultat, le référendum définira pour plusieurs années les relations du Québec avec l'ensemble canadien, l'Amérique du Nord et le monde, les possibilités de changement politique et économique dans les régions, et, plus fondamentalement, la nature même de la société québécoise» (p.18). Peut-être voulaient-ils parler du référendum de l'an 2000?

Le livre est organisé autour de trois types d'espaces : le monde, les régions et la question nationale. Daniel Latouche signe le premier chapitre sur la globalisation, cet ensemble de dynamiques (de clôture, d'imbrication, de cavitation, de recomposition, de conscientisation et de médiatisation) qui inscrivent d'emblée nos gestes individuels et collectifs dans «une logique d'ensemble». Passés au filtre de la globalisation, les relations Québec-Canada apparaissent sous la plume habile de Latouche plus complexes et ambivalentes que jamais. Mais surtout aucune solution ne s'impose d'elle-même car dans tous les cas de figure, les défis à relever sont considérables et exigent une adaptabilité dans un contexte de multipolarité.

Louis Bélanger examine ensuite l'évolution de la politique extérieure du Québec et s'interroge sur les changements dans le système international qui ont, dans les années 1990, infléchi cette évolution non négligeable. De fait, l'espace extérieur de l'État québécois semble, depuis la fin de la guerre froide, s'être singulièrement rétréci et dépolitisé au profit des relations commerciales. Et ce ne sont pas les décisions récentes du ministre Simard sur la fermeture de certaines délégations du Québec à l'étranger qui viennent infirmer ce constat.

Le chapitre rédigé par Pierre Martin s'interroge alors opportunément sur les rapports entre nationalisme et protectionnisme, et montre pourquoi le libre-échange affiché par le Québec dans les dossier de l'ALE et de l'ALENA dérive directement du nationalisme qui prévaut dans la province, plutôt que de ses conditions structurelles (forte proportion de la main-d'œuvre travaillant dans des industries «protectionnistes» et taux de chômage élevé). Martin rappelle, entre autres les propos de Lucien Bouchard en 1988 lorsqu'il était ministre conservateur fédéral, propos qui associaient l'opposition au libre-échange à un «complot ourdi par l'establishment ontarien pour conserver sa richesse et ses privilèges...» (p. 125).

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'espace régional. Deux chapitres exposent longuement les tenants et aboutissants de la théorie de la régulation. Pour l'un, celui rédigé par Benoît Lévesque et

Lucie Mager, il s'agit de mettre en perspective les nouvelles dynamiques de concertation locale et régionale ainsi que les espoirs que laisse entrevoir le post-fordisme, et l'autre, écrit par Pierre Filion, met en lumière les traits de l'urbanisation fordiste et la crise de cette dernière notamment à Montréal. L'espace revêt ici une toute autre signification que dans les chapitres précédents; c'est bien d'organisation physique du territoire qu'il est question dans l'étude de la crise des modèles d'urbanisation à laquelle se livre Filion, et de passage d'un modèle de redistribution à une dynamique de développement local qu'examinent Lévesque et Mager. Hughes Dionne et Juan-Luis Klein montrent également comment des villages en région périphérique non seulement résistent aux politiques de l'État mais parviennent à les réorienter pour les mettre au service de leurs propres orientations de développement. Les véritables dynamiques de développement se déroulent à d'autres niveaux que ceux des espaces politiques traditionnels. Avec les articles de Vincent Lemieux sur la représentation territoriale dans un contexte de décentralisation et de Louis Massicotte sur le «gerrymander» (découpage ou tripatouillage électoral?) linguistique, on retrouve un propos politique plus classique.

La dernière partie de l'ouvrage porte, ô surprise, sur la question nationale! Les thèmes retenus sont on ne peut plus pertinents. Henri Dorion traite d'un sujet qu'il connaît bien : les frontières et les problèmes frontaliers. Daniel Salée signe quant à lui un article magistral sur les défis que pose la question autochtone au projet identitaire québécois, projet à propos duquel Guy Laforest estime névralgique de tenir un grand débat. En guise d'ouverture de celui-ci, il avance l'idée du caractère plurinational de la société québécoise! Le débat sera long. Pour les trois auteurs, ces questions cruciales doivent trouver réponse avant d'amorcer une éventuelle accession à la souveraineté. Ouf, nous l'avons échappé belle! Il nous reste heureusement un peu de temps pour méditer sur les questions que nous proposent les auteurs de cet ouvrage et pour tenir le grand débat qu'appelle de ses vœux Guy Laforest.

Annick Germain
INRS-Urbanisation